

Une mission coopération internationale au service des valeurs de la République

Le Snetap-FSU a toujours porté la mission de coopération internationale au sein de l'enseignement agricole car elle est pour lui un support pour l'éducation au développement et pour la construction de soi en tant que citoyen éclairé.

Peu de jeunes ont l'opportunité de s'ouvrir sur l'étranger. Faire l'expérience de la coopération internationale est alors une occasion unique de découvrir des savoirs. La confrontation à l'autre, le dépassement des peurs liées à l'inconnu, la vie en groupe sont autant d'apprentissages à l'altérité et à la confiance en soi.

Les projets de mobilités permettent aux élèves, apprentis et stagiaires d'être impliqués dans les phases d'organisation, de préparation et de restitution. Cette pédagogie de projet a un effet très positif de remobilisation et d'orientation positive dans le parcours socio-professionnel des jeunes.

L'après janvier 2015

Les attentats eux-mêmes, les incidents qui ont suivi, les résultats du Front national dans les

dernières élections, viennent nous rappeler l'importance majeure de cet apprentissage à l'altérité.

Mais ce contexte doit nous interroger sur ces publics de jeunes que l'on accueille dans nos établissements - lycéens ou apprentis - ceux qui ne sont pas ou peu diplômés, ceux qui n'aiment pas l'école, ceux qui le plus souvent vivent à la campagne loin des services publics et de la culture, ceux qui n'ont pas confiance en eux et par conséquent peu confiance aux autres, ceux qui ont des propos racistes, ceux qui croient aux thèses simplistes extrémistes, ...

C'est pour tout ceux là que la coopération internationale devrait être un passage obligé.

Des actions pour les "jeunes avec le moins d'opportunités" (JAMO)

Des actions de mobilité ont été menées dans la cadre d'une expérimentation, actions pour les JAMO. Le dispositif a par exemple per-



mis en Aquitaine de faire partir des jeunes 3 à 4 semaines en pays francophones autour d'un projet solidaire.

L'évaluation des actions est très positive, et les enquêtes qualitatives ont montré les effets valorisants sur "le soi" de chaque jeune et sur son parcours scolaire et / ou professionnel. La coopération internationale au travers de ce programme a montré qu'elle est l'outil du développement de la personnalité, l'outil de lutte contre toutes les formes de peur, d'intégrisme, d'intolérance, de radicalisation. L'outil pour les valeurs de la République.

De même dans un contexte de sécurité renforcée où les apprentis et élèves ne peuvent plus se déplacer dans de nombreux pays d'Afrique en particulier, il conviendrait de faciliter l'accueil de jeunes africains dans nos établissements sous le statut de service civique.

Jeunes en zones rurales : les oubliés de l'éducation

En 2015, environ 20% de la population française vit en zone rurale. Ce sont donc des millions de jeunes qui sont concernés par l'offre éducative alors que la question de l'orientation et formation des jeunes en milieu rural est rarement mise en avant par l'actualité.

Pourtant aujourd'hui le territoire et l'environnement socio-économique jouent un rôle majeur dans la scolarité et les aspirations professionnelles d'un jeune.

Un appauvrissement des territoires et des jeunes

Le parcours des jeunes en milieu rural se traduit par des études plus courtes, une offre de formation réduite, une préférence pour le professionnel et une mobilité obligée de 18 km en moyenne pour les 15 / 17 ans (source CEREQ dans Bref n°292). Mais les dernières études menées par le CEREQ, comme celles de l'Observatoire Éducation et Territoire, mettant en lumière qu'à résultats scolaires équivalents, les ruraux éprouvent plus de difficultés que les urbains au collège

et au lycée. Ils font preuve d'aspirations éducatives et professionnelles plus modestes avec des formations courtes type BTP, mécanique, agriculture pour les garçons et carrière sanitaire et sociale pour les filles. Enfin le taux de poursuite post-bac est moins élevé qu'en milieu urbain.

Et de lourdes conséquences

Aujourd'hui les jeunes les moins qualifiés vivent en zone rurale et le taux d'entrée en cycle professionnel y est plus élevé. On peut y voir les conséquences d'une offre de formation moins étendue et d'un marché du travail moins demandeur de qualifications.

Peu à peu les responsables de l'éducation ont provoqué un véritable appauvrissement des territoires ruraux et des esprits. En effet, l'absence de choix, le contenu de diplômes professionnels de plus en plus axé vers le professionnel et le souci de l'employabilité immédiate ne favorisent ni l'esprit critique, ni le développement de sa culture citoyenne.

Ainsi la montée des intégrismes et l'importance du vote Front National en campagne ne peuvent plus être ignorés.

Les politiques doivent reprendre la campagne

Il est donc urgent que les responsables de l'éducation et de la formation se préoccupent de l'offre de formation en milieu rural. Il est grand temps que les formations professionnelles scolaires et par apprentissage portent le désir d'une émancipation citoyenne des jeunes et pas seulement celui d'une simple adéquation formation / emploi.

Par exemple, en apprentissage, qui reçoit nombre de ces jeunes, il est nécessaire d'augmenter le nombre de semaines en centre. Les enseignements généraux, les projets éducatifs avec l'ESC doivent être renforcés.

C'est le prix à payer pour un enrichissement territorial et intellectuel et pour lutter contre le racisme, la xénophobie, l'homophobie et tout extrémisme.